



## AVIS DE PROJET DE MARCHÉ (APM)

**Titre :** Besoins en logement et en salles de réunion  
**Numéro de la demande de soumissions :** 202203617  
**Date de publication :** Le 14 janvier 2022  
**Date et heure de clôture :** Le 2 février 2022 - 14 h, Heure normale de l'Est (HNE)  
**Accords commerciaux :** Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECCH), de l'Accord de libre-échange canadien, de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECP), de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie (ALECCO), de l'Accord de libre-échange Canada-Panama (ALECPA), de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU), de l'accord de libre-échange entre le Canada et le Honduras, de l'Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC), de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne et de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).  
**Région de l'avis d'appel d'offres :** Partout dans le monde.  
**Région de livraison :** Vancouver (Colombie-Britannique)  
**NIBS :** V502B - Hôtels, motels et logements commerciaux  
**Type d'avis :** Avis de projet de marché (APM)  
**Processus d'appel d'offres :** Ouverte

### Description :

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) organisera des séances de formation à la certification des policiers à Vancouver, en Colombie-Britannique (Canada), à des dates préétablies, du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023, avec une option irrévocable de prolongation pour un maximum de trois périodes supplémentaires d'un an. Le personnel participant à la formation a besoin d'un hébergement dans un rayon de 5 km du 236, rue Cordova Est, Vancouver, C.-B. V6A 1L3, pour environ 220 nuits (estimation de 1 760 chambres-nuit). La GRC devra également utiliser les grandes et petites salles de réunion pendant ces dates.

Méthode de sélection : soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas.

Les soumissions doivent être envoyées à la GRC :

Courriel : [Vanessa.Good-Davidson@rcmp-grc.gc.ca](mailto:Vanessa.Good-Davidson@rcmp-grc.gc.ca)

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous reporter aux documents de l'appel d'offres en pièce jointe.

L'État se réserve le droit de négocier avec tout fournisseur dans le cadre de tout marché.

Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

**Bureau des acquisitions :** Vanessa Good-Davidson  
Agent principal des contrats / Biens et services  
Acquisitions et marchés à la DG | HQ Procurement and Contracting  
Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police  
73, promenade Leikin, Arrêt postal 15 / M1-4 Mail stop, Ottawa (Ontario) K1A 0R2 Canada  
Téléphone : 343-576-3057



[Vanessa.Good-Davidson@rcmp.grc.gc.ca](mailto:Vanessa.Good-Davidson@rcmp.grc.gc.ca)

La GRC a publié son Plan national d'approvisionnement à l'adresse suivante <http://www.rcmp-grc.gc.ca/fr/plan-national-dapprovisionnement-grc>.

La GRC a adopté le régime d'intégrité administré par Services publics et Approvisionnement Canada. Par conséquent, les dispositions relatives à l'intégrité s'appliquent à toutes les activités de passation des marchés de la GRC énoncées dans le présent appel d'offres.

Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes de soumissions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) sur le site <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres>. Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une invitation à soumissionner ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada publiera toutes les modifications, y compris les demandes de renseignements importantes reçues et leurs réponses, au moyen du SEAOG. Le soumissionnaire est tenu de consulter régulièrement le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable de tout oubli de la part du soumissionnaire, ni des services d'avis offerts par un tiers.